

**Assemblée générale**

Cinquante-deuxième session

92^e séance plénière

Mardi 8 septembre 1998, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Oudovenko (Ukraine)*La séance est ouverte à 10 h 15.**Il en est ainsi décidé.***Expression de sympathie adressée aux Gouvernements et aux peuples du Bangladesh et de la Chine**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais tout d'abord, au nom de tous les États Membres, exprimer nos sincères condoléances aux Gouvernements et aux peuples du Bangladesh et de la Chine pour les pertes tragiques en vies humaines et les dégâts matériels considérables résultant des récentes inondations. Je voudrais également exprimer l'espoir que la communauté internationale manifesterait sa solidarité et répondrait rapidement et généreusement à toute demande d'assistance.

Point 120 de l'ordre du jour (suite)**Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/52/785/Add.11)**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans une lettre qui figure dans le document A/52/785/Add.11, le Secrétaire général m'informe que depuis la publication des communications contenues dans le document A/52/785 et ses additifs 1 à 10 les Seychelles ont effectué le paiement nécessaire pour ramener le montant de leurs arriérés en deçà du montant spécifié dans l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

Point 8 de l'ordre du jour (suite)**Adoption de l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale et organisation des travaux****Lettre du Président du Comité des conférences (A/52/340/Add.2)**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'attire maintenant l'attention des représentants sur le document A/52/340/Add.2, qui contient une lettre datée du 19 août 1998 que m'a adressée le Président du Comité des conférences.

Comme les membres le savent, au paragraphe 7 de sa résolution 40/243 l'Assemblée a décidé qu'aucun des organes subsidiaires de l'Assemblée générale ne peut se réunir au Siège de l'ONU pendant une session ordinaire de l'Assemblée si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci.

Comme indiqué dans la lettre que je viens de mentionner, le Comité des conférences a reçu une demande du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) qui souhaite se réunir à New York du 8 au 11 septembre 1998. La réunion du Conseil d'administration chevauche deux sessions ordinaires de l'Assemblée générale.

C'est pourquoi, pour permettre au Conseil d'administration de se réunir sans avoir à interrompre ses travaux, ce qu'il devrait faire si la demande était présentée, pour approbation, à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session, la demande est transmise à l'Assemblée à sa cinquante-deuxième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à se réunir à New York pendant la partie principale de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale?

Il en est ainsi décidé.

Point 39 de l'ordre du jour (suite)

Les océans et le droit de la mer

a) Droit de la mer

Note du Secrétaire général (A/52/968)

Projet de résolution (A/52/L.80)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Allemagne afin qu'il présente le projet de résolution.

M. Henze (République fédérale d'Allemagne) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai le plaisir de présenter le projet de résolution relatif à l'Accord sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer à l'Assemblée générale aujourd'hui. Trente-huit pays ont été répertoriés comme s'étant portés coauteurs du projet de résolution. En outre, le Panama, les Philippines et Sri Lanka l'ayant également signé, le nombre total de ses coauteurs s'élève donc à 41. Je suis très heureux et reconnaissant qu'un tel appui ait été apporté à ce projet.

L'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer ont signé un Accord de coopération et de relations en décembre dernier. À ce titre, je rappelle la résolution 51/34 de décembre 1996, dans laquelle l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général à conclure un accord. Entre-temps, l'Accord a été approuvé par le Tribunal en mars puis par les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer cette année. Le texte de l'Accord, qui figure en annexe du projet de résolution, suit les grandes lignes de l'Accord sur les

relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité internationale des fonds marins. Ce dernier accord a été approuvé sans vote par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/27 de novembre 1997.

Je suis fermement convaincu que le projet de résolution concerne un point qui ne suscite aucune controverse. Je demande donc aux délégations de bien vouloir lui apporter leur appui.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la résolution 51/204 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, je donne maintenant la parole à M. Gritakumar E. Chitty, Greffier du Tribunal international du droit de la mer.

M. Chitty (Greffier du Tribunal international du droit de la mer) (*interprétation de l'anglais*) : C'est véritablement un honneur et un plaisir pour moi de prendre la parole à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, au nom du Tribunal international du droit de la mer à l'occasion de l'examen par l'Assemblée générale du projet de résolution relatif à l'Accord sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer. Je le fais en particulier au nom du Président du Tribunal, le juge Thomas Mensah et des autres juges. Le Président Mensah regrette de n'avoir pu être présent ici aujourd'hui.

Au nom du Tribunal, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, pour les observations très favorables et les paroles aimables que vous avez adressées au Tribunal durant le débat qui a eu lieu en décembre dernier à l'Assemblée au titre du point sur les «Océans et le droit de la mer», et le fait que la déclaration du Président du Tribunal a été distribuée à cette occasion. Il n'a pas été en mesure de venir lui-même faire une déclaration à cause des procédures en cours au Tribunal concernant une affaire dont il a été saisi. Je voudrais également vous adresser mes félicitations personnelles, Monsieur le Président, pour la manière remarquable dont vous avez mené cette délicate cinquante-deuxième session à bonne fin.

Nos remerciements tout particuliers vont également au Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour l'appui constant et l'intérêt direct et personnel qu'il manifeste aux travaux du Tribunal et, plus important encore, pour le fait d'avoir permis la conclusion rapide de cet Accord sur les relations et la coopération entre le Tribunal et l'Organisation des Nations Unies. Les chaleureuses félicitations qu'il a adressées au Tribunal pour ses réalisations à l'occasion de son premier anniversaire sont de bon augure pour le Tribunal.

Peu après, le Tribunal a entamé les débats sur la première affaire dont il a été saisi.

Je voudrais exprimer la gratitude toute particulière du Tribunal au Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne pour avoir pris l'initiative de parrainer ce projet de résolution. Le Tribunal apprécie grandement l'assistance généreuse et l'hospitalité qui lui est offerte par le Gouvernement fédéral allemand et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg. Le Tribunal se réjouit à l'idée de déménager, au début de l'an 2000, dans les splendides installations de son siège permanent, qui sont actuellement en construction.

Le Tribunal apprécie également le ferme appui apporté par les 41 États Membres qui se sont portés coauteurs du projet de résolution A/52/L.80, lequel, espérons-nous, sera rapidement adopté avec un large soutien.

L'Accord sur la coopération et les relations trouve son origine dans le projet élaboré par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. Les négociations entre le Bureau du Conseil juridique de l'ONU et le Greffier du Tribunal se sont fondées sur ce projet. Ces négociations ont été constructives et rapides, et elles ont abouti sans tarder à un accord sur les modalités de la conclusion de l'Accord de relations. Au nom du Tribunal, je voudrais adresser nos remerciements tout particuliers au Bureau du Conseiller juridique pour la coopération qu'il a apportée à tout moment.

L'Accord a été signé au Siège de l'ONU le 18 décembre 1997 par le Secrétaire général de l'ONU et le Président du Tribunal. Dans son article 14, l'Accord stipule qu'il n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale et le Tribunal. Le Tribunal a confirmé son approbation de l'Accord le 12 mars 1998. L'approbation de l'Accord par l'Assemblée générale aujourd'hui permettra de conclure un processus marqué par un esprit de coopération dans les négociations qui, pour le Tribunal, sera le point d'orgue de la mise en oeuvre de l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal.

L'Accord reconnaît formellement que la coopération et l'interaction sont essentielles entre le Tribunal et l'ONU, tout comme la Convention sur le droit de la mer avait estimé qu'un tel arrangement serait nécessaire en mettant en place les nouvelles institutions au titre de la Convention et en confiant des fonctions importantes au Secrétaire général de l'ONU. Le Tribunal est très reconnaissant de l'appui

apporté par l'ONU à divers titres. On en trouve un exemple dans l'aide que le Conseiller juridique de l'ONU, M. Hans Corell, et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer ont apportée durant les étapes de mise en train, de préparation et d'organisation du Tribunal en nommant un personnel à titre temporaire auprès du Tribunal.

Le Tribunal exprime également sa gratitude au Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, M. Ismat Steiner, et aux membres de la Division pour l'aide qu'ils ont apportée durant la période importante de la mise sur pied du Tribunal et pour leur appui constant.

L'approbation de l'Accord par l'Assemblée générale ouvrira la voie à une coopération plus grande et plus efficace. L'Accord prévoit, entre autres, l'échange d'informations et de documents entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal et une coopération sur toute une variété de questions. Ces dispositions serviront à promouvoir l'objectif du Tribunal : être une institution efficace, rentable et facile à utiliser. Le Tribunal a accordé une grande importance à ces principes dans son règlement intérieur et s'est efforcé de se montrer efficace en fixant des délais limités pour chaque étape des poursuites dont est saisi le Tribunal. Les dispositions prévoient des auditions promptes et reconnaît les possibilités que les techniques modernes peuvent offrir pour accélérer et faciliter les travaux du Tribunal.

Ces initiatives se reflètent dans la célérité avec laquelle le Tribunal a réglé la première affaire qui lui a été soumise et qui concernait la mise en liberté rapide d'un vaisseau qui avait été saisi et de son équipage. Le jugement rendu par le Tribunal à l'issue de moins de quatre semaines de débats a été respecté et le vaisseau a été relâché avec son équipage. Les parties ont ensuite, d'un commun accord, présenté au Tribunal leur différend sur le bien-fondé de l'affaire.

Je serai très heureux d'informer le Tribunal des débats de l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session et des décisions qu'elle a prises au titre de ce point lorsque le Tribunal se réunira à Hambourg dans deux semaines pour sa sixième session.

Le Tribunal se féliciterait et serait reconnaissant si ce projet de résolution recevait l'appui le plus large possible. Il serait particulièrement approprié que cet accord entre en vigueur au cours de l'Année internationale de l'océan.

Je vous remercie, et je souhaite que cette session de l'Assemblée générale soit couronnée de succès.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution figurant dans le document A/52/L.80 qui vient d'être présenté par le représentant de l'Allemagne. Aucune délégation n'ayant demandé la parole pour une explication de vote, l'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution intitulé «Accord sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international du droit de la mer.»

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/52/L.80?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/251).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a maintenant terminé avec l'examen du point 39 a) de son ordre du jour et, partant, avec l'examen du point 39 dans son ensemble?

Il en est ainsi décidé.

Point 58 de l'ordre du jour

Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes

Lettre du Président du Conseil économique et social (A/52/1022)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais attirer l'attention des délégations sur une lettre datée du 21 août 1998 que le Président du Conseil économique et social m'a adressée. Cette lettre figure dans le document A/52/1022, auquel est annexée la résolution 1998/46 du Conseil économique et social, intitulée «Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du document A/52/1022?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Avant de donner la parole au premier orateur inscrit sur la liste, je voudrais féliciter le Conseil économique et social des succès qu'il a remportés dans la négociation de la résolution

1998/46 sur la réforme et la revitalisation du Conseil et de ses organes subsidiaires.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée se souviendra que dans sa résolution 52/12 B elle a, entre autres, invité le Conseil économique et social à examiner, à ses sessions d'organisation et de fond de 1998, dans le cadre de son étude des mandats, de la composition, du fonctionnement et des méthodes de travail de ses commissions techniques et de ses groupes et organes d'experts comme elle en avait décidé dans sa résolution 50/227, les recommandations du Secrétaire général relatives à la réforme de ses organes subsidiaires et à lui faire rapport à ce sujet dès que possible pendant sa cinquante-deuxième session.

Dans cette même résolution, l'Assemblée a également invité le Conseil, en consultation avec les États Membres et les organismes régionaux intergouvernementaux compétents, à procéder à un examen général des commissions régionales à sa session de fond de 1998, en tenant compte des dispositions pertinentes de la résolution 50/227 et des examens déjà effectués par chaque commission, afin d'étudier les compétences des commissions régionales par rapport à celles des organes mondiaux et d'autres organes intergouvernementaux régionaux et sous-régionaux, et à lui présenter un rapport à ce sujet avant la fin de sa cinquante-deuxième session.

En ma qualité de Vice-Président du Conseil économique et social, j'ai été chargé de la responsabilité de procéder à des consultations conformément à la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/227, et qu'elle a réaffirmée dans sa résolution 52/12 B relative aux réformes des Nations Unies. Ce processus a commencé en mars 1997 et s'est terminé avec succès par l'adoption d'une résolution à la dernière session de fond du Conseil en juillet. Le mandat, bien que difficile, a été mené à bien dans les délais impartis.

Toute initiative de réforme des Nations Unies, pour résister à l'épreuve du temps, doit jouir de la participation de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Par l'enthousiasme dont ils font preuve les États Membres engagés dans ce long processus ont montré qu'ils considéraient avec sérieux et intérêt l'importance que revêtaient les mesures qui sont nécessaires pour améliorer l'efficacité de l'Organisation. La large participation au processus de négociation, les larges contributions des membres, l'appui et la contribution des délégations ont permis de mener à bien cette entreprise. Cette réussite nous concerne tous.

L'examen a abouti à un accord portant sur des mesures spécifiques destinées à rationaliser et à améliorer les méthodes de travail du mécanisme subsidiaire du Conseil économique et social. L'adoption de cet ensemble de mesures a entraîné une réduction du nombre des membres de l'un des organes subsidiaires, la Commission de la science et de la technique au service du développement dont le nombre de membres est passé de 53 à 33. Le Comité de la planification du développement a été rebaptisé Comité des politiques du développement tout en conservant son acronyme CPD. Il se composera de 24 experts indépendants, dont les compétences couvriront un large éventail, qui seront nommés par le Secrétaire général après consultation avec les gouvernements concernés. Les nominations seront soumises à l'approbation de l'ECOSOC. Le processus de réexamen a entraîné une révocation du mandat des deux organes subsidiaires que sont le Comité des ressources naturelles et le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement. Il a débouché sur la création d'un nouvel organe, le Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement dont l'acronyme anglais est CENRD.

Outre le renforcement de l'efficacité des organes subsidiaires qui va pouvoir s'opérer, le Secrétariat a estimé que ce processus entraînerait une réduction en termes réels de plus de 150 000 dollars au cours de l'exercice biennal 1998-1999. C'est la première fois que nous allons faire des économies tout en pouvant compter sur un fonctionnement efficace du système des Nations Unies.

La décision prise par le Conseil à sa dernière session de fond nous a permis d'achever l'une des tâches les plus complexes, les plus laborieuses et les plus fondamentales concernant l'examen des organes subsidiaires du Conseil. C'est la première fois depuis la création de ces organes qu'un examen aussi détaillé et important a été entrepris, et, je tiens à le souligner, mené à bien.

La cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, qui se termine aujourd'hui a été qualifiée d'Assemblée de la réforme. La décision du Conseil a contribué de manière efficace au processus de réforme mené à bien avec fermeté au sein des Nations Unies. Nous espérons que l'élan et l'interaction positive suscités par cet examen des organes subsidiaires du Conseil économique et social seront maintenus et continueront dans les jours à venir pour que l'efficacité des organes participant aux activités économiques et sociales puissent contribuer substantiellement aux objectifs de coopération internationale au service du développement.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance à toutes les délégations pour l'appui constant qu'elles ont apporté aux fins d'aboutir à ce résultat.

M. Manz (Autriche) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovénie — et le pays associé Chypre, ainsi que les pays membres de l'Association européenne de libre-échange appartenant à l'Espace économique européen — Islande et Norvège — s'associent à cette déclaration.

Je voudrais tout d'abord remercier l'Ambassadeur Chowdhury pour le dévouement et le talent dont il a fait preuve dans ses fonctions de Président du processus de réexamen des organes subsidiaires du Conseil économique et social (ECOSOC).

L'Union européenne a toujours considéré les résolutions 50/227 et 52/12 B comme des mesures importantes qui, entre autres, permettront de renforcer et de revitaliser l'ECOSOC. À notre avis, le mécanisme intergouvernemental fait partie intégrante du processus général de réforme, en tandem avec les efforts de réforme mutuellement concertés aux niveaux organisationnel et de gestion. La prolifération des mécanismes subsidiaires de l'ECOSOC qui s'est produite au cours des années a entraîné un affaiblissement du rôle que joue le Conseil dans l'orientation et la coordination. L'Union européenne attache donc une grande importance au processus d'examen que prévoient les résolutions 50/227 et 52/12 B et a toujours essayé de contribuer concrètement aux négociations.

Le processus d'examen n'a pas entraîné de changements institutionnels profonds. Le résultat représente, toutefois, un premier pas vers l'amélioration de l'efficacité de la structure intergouvernementale.

Je voudrais maintenant faire quelques observations spécifiques sur les mesures qui figurent dans les trois annexes à la résolution 1998/46 de l'ECOSOC, publiées dans le document A/52/1022.

S'agissant des quatre organes prioritaires, nous voudrions souligner la fusion du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement et du Comité des ressources naturelles en un seul organe d'experts. Grâce à une cohésion entre les programmes de travail respectifs de la Commission du développe-

ment durable et du nouveau Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement, la production de ce dernier devrait être plus utile pour le processus intergouvernemental. Les nouvelles dispositions pour le Comité de la planification du développement devraient également aider à harmoniser le travail de cet organe avec les besoins et intérêts des organes intergouvernementaux, notamment de l'ECOSOC. En se concentrant sur les besoins de la Commission du développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le travail de la Commission de la science et de la technique au service du développement devrait être mieux ciblé, ce qui devrait être facilité par une réduction du nombre de ses membres.

Nous espérons que les recommandations issues du processus d'examen des commissions techniques chargées du suivi des conférences leur permettront de mieux utiliser de leur potentiel dans le cadre de la structure générale des Nations Unies et qu'elles renforceront le travail qu'elles accomplissent dans la mise en oeuvre des conférences des Nations Unies. En se concentrant sur l'échange d'expériences dans la mise en oeuvre des résultats obtenus par les conférences et sur l'examen des progrès accomplis dans ce domaine, il devrait être possible de réaliser cette tâche. Ce processus devrait être appuyé par des méthodes de travail améliorées portant sur la tenue des débats généraux et l'élargissement de l'interaction avec les experts et la société civile. Le rôle des bureaux des commissions techniques ainsi qu'une coordination accrue entre eux et avec le bureau de l'ECOSOC seront décisifs tant pour le rôle plus efficace que doivent jouer les commissions que pour le renforcement de la cohésion générale de leur travail.

Il faut bien comprendre que chaque commission technique devrait être encouragée à adopter les pratiques qui conviennent le mieux à son mandat et à ses responsabilités. Les recommandations qui figurent dans l'annexe idoine peuvent donc ne pas être valables dans tous les cas pour toutes les commissions techniques.

Même si la nature distincte de chacune des commissions régionales et les responsabilités majeures qui leur incombent eu égard aux besoins de la région sont reconnues, elles n'en doivent pas moins contribuer à améliorer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. Les mesures qui figurent à l'annexe 3 devraient aider à cet égard en définissant les responsabilités du Secrétariat, ce qui devrait conduire à une répartition plus précise des tâches entre le Siège et les niveaux régional et national.

Nous nous félicitons des efforts que fait le Secrétaire général en vue de surmonter les problèmes que pose la coordination des activités régionales au sein du système des Nations Unies. Les dispositions proposées à cette fin — telles que les réunions annuelles, sous les auspices du Secrétaire général, des entités pertinentes des Nations Unies participant aux activités régionales — devraient toutefois être déterminées par les besoins de chaque région, s'appuyer sur les mécanismes de coordination existants et porter sur les questions où la coordination s'avère nécessaire au niveau régional. La recommandation concernant une coopération étroite entre les commissions régionales et les autres organes régionaux et sous-régionaux ne relevant pas de l'ONU devrait contribuer à renforcer les synergies et à éviter les doubles emplois, et garantir ainsi une utilisation optimale des ressources. Nous espérons que les mesures qui figurent dans la dernière partie amélioreront l'interaction non seulement entre l'ECOSOC et les commissions régionales, mais également entre les commissions régionales elles-mêmes.

Le processus d'examen n'est pas encore achevé. Nous devrions nous efforcer de le terminer dès que possible. Il nous reste encore à traiter des propositions du Volet 2 du Secrétaire général visant à renforcer le rôle de coordination de l'ECOSOC ainsi que la rationalisation de son mécanisme subsidiaire. Pour ce qui est du résultat du processus d'examen, il est maintenant clair que nous devrions nous concentrer sur la mise en oeuvre de ces mesures. Mais à l'avenir, et de préférence en 2001, l'efficacité de ces nouvelles dispositions devra être examinée.

M. Hapsoro (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole pour faire quelques brèves remarques sur la résolution, intitulée «Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes».

Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, je voudrais exprimer notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Karim Chowdhury, du Bangladesh, dont l'aide nous a été précieuse au cours des négociations extrêmement complexes et longues auxquelles a donné lieu cette résolution pendant la session de fond de l'ECOSOC, qui s'est tenue en juillet dernier. Sous sa direction, des progrès considérables ont été faits dans les efforts entrepris pour réexaminer les mandats, la composition, les fonctions et les méthodes de travail des commissions techniques du Conseil, des groupes d'experts et organes ainsi que des commissions régionales, conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale.

Grâce aux connaissances et aux compétences remarquables de l'Ambassadeur Chowdhury, nous avons pu aller de l'avant dans plusieurs domaines, bien que nous reconnaissons que, vu la complexité de cette question, davantage de temps nous sera nécessaire. Le Groupe s'associe donc à la déclaration de l'Ambassadeur Chowdhury selon laquelle c'est la première fois dans notre histoire qu'une telle entreprise est couronnée de succès.

Le Groupe des 77 et la Chine estiment que grâce aux progrès qui ont été réalisés jusqu'à présent et à des délibérations additionnelles, nous pourrions travailler ensemble afin d'améliorer la coordination des activités de l'ECOSOC et de renforcer et d'harmoniser ses activités dans le but de consolider les efforts accomplis en matière de restructuration et de revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social ainsi que dans les domaines connexes. À cet égard, nous nous disons convaincus que les mesures qui viennent d'être adoptées amélioreront l'interaction avec les organes du système des Nations Unies traitant des questions dont je viens de parler.

Je pense qu'il est juste de dire que même si les négociations que nous avons menées au cours des derniers mois n'ont pas été faciles, nous n'en sommes pas moins parvenus à un consensus sur plusieurs points importants et délicats. Nous sommes également encouragés par l'esprit de partenariat et par la souplesse tout à fait remarquables qui ont prévalu au cours des négociations qui ont facilité notre tâche et permis de parvenir à un consensus.

Nous avons pris note du fait qu'il nous restait des tâches à accomplir dans le cadre des résolutions 50/227 et 52/12 B, mais nous sommes certains qu'avec un peu plus de temps et plus de réflexion sur les positions respectives à adopter pour ce qui concerne les questions en suspens, nous pourrions nous acquitter de ces tâches avec succès.

Ma déclaration ne serait pas tout à fait complète si je ne mentionnais pas les questions critiques que nous n'avons pas su mener à bien. L'Assemblée se souviendra qu'en adoptant la résolution 50/227 nous étions convaincus que sa mise en oeuvre nécessitait l'application de toutes ses dispositions. Jusqu'à présent, la disposition sur les ressources est restée sans suite et l'application des dispositions n'a guère avancée. Il est donc urgent que cette question soit elle aussi traitée dans un avenir proche. Nous espérons, dans ce contexte, que la discussion, qui doit avoir lieu sur le financement des activités opérationnelles au cours de la cinquante-troisième session, facilitera la pleine application de la résolution 50/227.

Pour terminer, j'ajouterai que le Groupe des 77 et la Chine continueront d'oeuvrer pour améliorer, restructurer et revitaliser les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes. Nous espérons, à l'approche de l'an 2000, pouvoir bénéficier de la mise en oeuvre fructueuse de ce que nous avons adopté aujourd'hui, et nous espérons très sincèrement que nos efforts seront couronnés de succès.

Mme King (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Les États-Unis se félicitent des résultats des travaux du Conseil économique et social, tels qu'ils sont décrits dans la lettre du Président du Conseil. En 1996, avec l'adoption de la résolution 50/227, les Nations Unies ont commencé à comprendre le rôle du Conseil économique et social, établi à l'origine par la Charte. Grâce à l'impulsion donnée par les propositions de réforme du Secrétaire général, ainsi qu'à la direction avisée des présidents du Conseil Karel Kovanda, Vladimir Galuška et Juan Somavía, ces réformes ont commencé à prendre effet. Ma délégation souhaiterait exprimer toute sa reconnaissance à l'Ambassadeur Chowdhury pour la manière dont il a dirigé ces délibérations au cours des dernières années.

Il reste encore beaucoup à faire, mais les mesures adoptées aujourd'hui représentent une étape importante visant à faire du Conseil économique et social l'organe clef de coordination des activités essentielles et étendues relevant de l'Organisation des Nations Unies — développement, questions économiques, questions des droits de l'homme et questions sociales — et de contrôle efficace de ses nombreux organes subsidiaires. Nous sommes prêts à travailler avec tous nos partenaires pour poursuivre et mettre pleinement en oeuvre ce rôle de l'ECOSOC, en tant qu'organe essentiel de cette institution.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*interprétation de l'anglais*) : Le paragraphe 13 du document A/52/1022 comporte plusieurs erreurs, et je pense qu'il est bon que j'attire l'attention de l'Assemblée sur celles-ci. Dans l'annexe III, la dernière phrase du paragraphe 13 comporte deux erreurs : il faut lire «prendre en compte ces recommandations» et non «ces ressources», et «1999» au lieu de «1996». La phrase devrait se lire comme suit :

«À cet égard, le Conseil encourage le Secrétaire général à prendre en compte ces recommandations dans son rapport en 1999 au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Coopération régionale".»

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le Secrétariat prendra note des corrections recommandées et un *corrigendum* sera publié ultérieurement.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 58 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Rapports de la Première Commission

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant examiner les rapports de la Première Commission sur les points 73 et 83 de l'ordre du jour.

Je demande au Rapporteur de la Première Commission, M. Miloš Koterec, de la Slovaquie, de présenter les rapports de la Première Commission en une seule intervention.

M. Koterec (Slovaquie), Rapporteur de la Première Commission (*interprétation de l'anglais*) : C'est avec un grand plaisir que je présente à l'Assemblée générale les rapports de la Première Commission sur les points 73 et 83 de l'ordre du jour, contenus dans les documents A/52/602/Add.1 et A/52/612/Add.1. Comme les délégations s'en souviendront, l'Assemblée générale avait suspendu l'examen de ces deux points, en décembre 1997, jusqu'à la reprise de la session de la Première Commission en été 1998.

Il a ensuite été décidé que la Commission du désarmement ferait également rapport à la reprise de la session sur les résultats de ses débats concernant la question de la revitalisation, de la rationalisation et de la simplification de ses travaux, conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale du 19 décembre 1997.

Entre décembre 1997 et juin 1998, le Président de la Première Commission, aidé par les membres du Bureau, a mené d'intenses consultations avec toutes les délégations intéressées. À la suite de ces efforts et de la franche coopération que lui ont apportée les délégations, le Président a pu produire et présenter à la reprise de session un texte qui a recueilli un large assentiment et un large appui.

À la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement, le Comité plénier a examiné la question de la rationalisation de ses travaux. Le Président de la Com-

mission a également mené une série de consultations privées à participation non limitée. Le résultat de ces consultations figure dans le rapport final de la Commission du désarmement en tant que texte du Président. Par conséquent, les délégations ont vivement encouragé le Président à poursuivre ses efforts en attendant la reprise de la session. Ainsi, des consultations officieuses intenses menées avant la reprise de la session ont abouti à un texte de consensus.

La reprise de la session de la Première Commission, qui a eu lieu le 29 juin 1998, a examiné et adopté par consensus deux documents : un projet de décision intitulé «Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission», présenté par le Président de la Première Commission», et un projet de décision intitulé «Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : rapport de la Commission du désarmement», présenté par l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Croatie, l'Équateur, l'Espagne, l'Indonésie, l'Irlande, le Luxembourg, l'Ouganda, le Pérou, la République arabe syrienne et la République islamique d'Iran.

Après ces brèves observations, je vais présenter à l'Assemblée générale pour examen deux rapports importants de la Première Commission, qui figurent dans les documents A/52/602/Add.1 et A/52/612/Add.1.

Enfin, qu'il me soit une fois de plus permis d'exprimer ma gratitude à toutes les délégations, au Président de la Première Commission, M. Mothusi Nkgowe, à mes collègues membres du Bureau, au Secrétaire général adjoint, au personnel du Secrétariat et à d'autres, qui ont contribué l'an dernier aux travaux de la Première Commission.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : En l'absence de proposition au titre de l'article 66 du Règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter du rapport de la Première Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations se limiteront donc aux explications de vote.

Les positions des délégations relatives aux recommandations de la Première Commission ont été clairement exposées à la Commission et sont consignées dans les documents officiels pertinents.

Je rappelle aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale a convenu que

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance ne diffère de leur vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, toujours en conformité avec la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de nous prononcer sur les recommandations qui figurent dans les rapports de la Première Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'à la Première Commission, à moins que le Secrétariat n'ait été notifié au préalable d'une procédure différente.

Point 73 de l'ordre du jour (suite)

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

Rapport de la Première Commission (Deuxième partie) (A/52/602/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Première Commission au paragraphe 4 de la deuxième partie de son rapport (A/52/602/Add.1).

La Première Commission a adopté le projet de décision, intitulé «Rapport de la Commission du désarmement», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 73 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 83 de l'ordre du jour (suite)

Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission

Rapport de la Première Commission (Deuxième partie) (A/52/612/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Première Commission au paragraphe 4 de la deuxième partie de son rapport (A/52/612/Add.1).

La Première Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 83 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Rapports de la Cinquième Commission

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner les rapports de la Cinquième Commission sur les points 114, et 114 conjointement avec les points 153 et 157, ainsi que 118 de l'ordre du jour.

Je demande au Rapporteur de la Cinquième Commission, M. Djamel Mokfeti, de l'Algérie, de présenter les rapports de la Cinquième Commission en une seule intervention.

M. Mokfeti (Algérie), Rapporteur de la Cinquième Commission (*interprétation de l'arabe*) : J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui les rapports de la Cinquième Commission concernant les travaux de la troisième reprise de la cinquante-deuxième session. La Cinquième Commission a tenu sa troisième reprise de session pendant une semaine, du 17 au 21 août 1998.

Faute de disposer des rapports pertinents du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant certaines des questions inscrites à l'ordre du jour de la dernière partie de la reprise de la cinquante-deuxième session — tel que cela figure dans le document A/C.5/52/L.57 — la Commission a décidé d'en renvoyer

l'examen de façon à se concentrer seulement sur les questions suivantes.

Premièrement, le projet de Code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, au titre des points 114, «Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies», 153, «Gestion des ressources humaines» et 157, «Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions»; deuxièmement, la question de l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission; troisièmement, le point 114 sur la question du renforcement des mécanismes de contrôle externes; et enfin, le point 118 relatif au Corps commun d'inspection.

Pour ce qui est du projet de Code de conduite des Nations Unies, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution intitulé «Révisions à l'article premier du Statut du personnel et du chapitre premier de la série 100 du Règlement du personnel», tel qu'indiqué au paragraphe 7 du rapport de la Commission, qui figure dans le document A/52/955/Add.1.

Au titre du point 114 de l'ordre du jour — «Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies» — la Commission recommande à l'Assemblée générale un projet de décision sur l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission, qui figure au paragraphe 5 du document A/52/746/Add.4.

S'agissant du point relatif au Corps commun d'inspection, la Commission recommande à l'Assemblée générale un projet de décision, tel qu'indiqué au paragraphe 5 du rapport de la Commission, qui figure dans le document A/52/842/Add.2.

Enfin, en ce qui concerne le renforcement des mécanismes de contrôle externes, la Commission a convenu de reprendre l'examen de cette question lors de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : En l'absence de proposition au titre de l'article 66 du Règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter des rapports de la Cinquième Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations vont donc se limiter aux explications de vote.

Les positions des délégations relatives aux recommandations de la Première Commission ont été clairement exposées à la Commission et sont consignées dans les documents officiels pertinents.

Je rappelle aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale a convenu que

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance ne diffère de leur vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, toujours en conformité avec la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de nous prononcer sur les recommandations qui figurent dans les rapports de la Première Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'à la Première Commission, à moins que le Secrétariat n'ait été notifié au préalable d'une procédure différente.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la cinquième partie de son rapport, qui figure dans le document A/52/746/Add.4.

Le projet de décision s'intitule «Amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter ce projet de décision?

Le projet de décision est adopté.

Mme Wensley (Australie) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des délégations du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie pour expliquer notre position concernant la décision de procédure qui vient d'être prise en vue d'améliorer les méthodes de travail de la Cinquième Commission.

Nos délégations regrettent que la Cinquième Commission n'ait pas été en mesure de réaliser davantage de progrès sur cette question pendant la cinquante-deuxième session et qu'il n'ait pas été possible de prendre une décision de fond. Comme le Président de la Cinquième Commission l'a fait observer dans ses remarques de clôture à la

troisième reprise de la session, il est plus nécessaire que jamais que la Cinquième Commission fasse son propre examen et qu'elle prenne des mesures pratiques en vue d'améliorer la manière dont elle travaille. Nous convenons sans réserve avec l'Ambassadeur Chowdhury que si la Commission ne parvient pas à relever ce défi et à améliorer considérablement ses propres méthodes de travail, elle risque à l'avenir d'être sans objet.

Même s'il y a des limites à ce que l'on peut faire par le biais de mesures législatives, il existe, à notre avis, des mesures concrètes qui pourraient être prises. On pourrait rappeler aux délégations, au Bureau, au Secrétariat, aux organes subsidiaires pertinents et aux organes d'experts, les responsabilités et les rôles qui leur incombent respectivement. Les problèmes chroniques de disponibilité de la documentation pourraient être examinés. On pourrait revoir le calendrier des sessions de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Des priorités pourraient être fixées pour les travaux de la Cinquième Commission et le temps disponible pourrait être mieux utilisé.

Ces propositions et d'autres ont, certes, fait l'objet de débats au sein de la Cinquième Commission et semblent présenter peu de difficultés pour la plupart des délégations. C'est pourquoi nos délégations ont été surprises qu'au dernier moment, certaines délégations n'aient pas pu accepter un ensemble très modeste de propositions pour améliorer les méthodes de travail de la Cinquième Commission, ce qui aurait pu être le début d'un processus de renouveau et de réorientation des travaux de la Cinquième Commission.

Nos délégations demeurent prêtes à continuer d'améliorer les méthodes de travail de la Cinquième Commission à la prochaine session de l'Assemblée, et nous espérons travailler en étroite relation avec le Bureau qui doit être créé. Mais nous espérons que toute reprise de ces travaux sera assortie du désir et de la volonté requis de la part de toutes les délégations pour procéder à des changements et oeuvrer en faveur du bien commun. Nous pensons que cela est possible compte tenu des fondations solides qui ont été posées par le Président sortant de la Cinquième Commission, l'Ambassadeur Chowdhury, pour lequel nous avons la plus grande admiration et à qui nous voulons exprimer notre gratitude.

M. Atiyanto (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation voudrait dire quelques mots sur la question de l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission. Je voudrais néanmoins avant tout exprimer notre profonde gratitude à l'Ambassadeur Chowdhury, du

Bangladesh, qui a présidé la Cinquième Commission durant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, et le remercier pour les efforts inlassables qu'il a déployés en dirigeant les débats sur l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission.

Ma délégation estime que nous ne devrions pas être découragés par le fait que nous ne sommes pas parvenus à terminer l'examen de cette question pendant cette session. Nous devrions au contraire être encouragés par le fait que les débats sur ce thème ont grandement retenu l'attention et suscité le vif intérêt de nombreuses délégations.

Nous estimons que l'importance que revêt la question de l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission ne pouvait échapper aux délégations. Nous estimons que les États Membres ne sauraient ignorer que les travaux de la Cinquième Commission peuvent encore être améliorés. Nous pensons et comprenons cependant que nos débats sur l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission n'ont pas été parfaits et qu'il est donc devenu essentiel pour nous de trouver un terrain d'entente acceptable pour chacun et pouvant répondre aux préoccupations de tous. Nous devons rechercher le meilleur intérêt de l'Organisation et répondre aux souhaits des États Membres.

Cela dit, ma délégation estime, et d'autres délégations du Groupe des 77 et de la Chine, me semble-t-il, sont de cet avis, qu'il importe de poursuivre nos efforts conjoints pour améliorer les travaux de la Cinquième Commission et pour faire en sorte qu'ils soient plus productifs à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale. À ce titre, l'esprit de convivialité et de partenariat qui s'est manifesté jusqu'à présent parmi les délégations, s'est avéré être un atout important et il doit donc être maintenu.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur sur ce point de l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée en a terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 114 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Points 114, 153 et 157 de l'ordre du jour (suite)

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Gestion des ressources humaines

Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/955/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 7 de la deuxième partie de son rapport (A/52/955/Add.1), qui s'intitule «Révisions de l'article premier du Statut du personnel et du chapitre premier de la série 100 du Règlement du personnel».

Le projet de résolution a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/252).

Mme Powles (Nouvelle-Zélande) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des délégations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Nos délégations se félicitent de l'adoption par l'Assemblée générale des révisions de l'article premier du Statut du personnel et du chapitre premier du Règlement intérieur qui avaient été à l'origine proposées par le Secrétaire général en tant que Code de conduite des Nations Unies.

Nous sommes heureux que la Cinquième Commission ait pu approuver ces amendements par consensus avant la fin de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, plutôt que d'emprunter encore une fois la voie conduisant au report de la décision à une session ultérieure. Nous espérons sincèrement que cet effort que la Cinquième Commission aurait dû faire depuis longtemps pour pouvoir se concentrer sur ses travaux et se fixer des priorités, afin de conclure les points de l'ordre du jour, constituera la norme et non l'exception au cours de la session à venir.

Nos trois délégations souhaitent rendre à nouveau hommage au Président de la Cinquième Commission, l'Ambassadeur Anwarul Chowdhury, Représentant permanent du Bangladesh, pour le dévouement dont il a fait preuve pour mener à bien ce point de l'ordre du jour, ouvrant ainsi la voie à l'entérinement par l'Assemblée générale d'un élément clef du Volet 2 de la réforme proposée par le Secrétaire général. Nous souhaitons également

remercier M. Djamel Moktefi, représentant de l'Algérie, pour la façon efficace dont il a coordonné ce point de l'ordre du jour de la Cinquième Commission, ainsi que toutes les délégations qui ont collaboré dans un esprit de coopération et d'amitié.

Nos délégations se sont à maintes reprises exprimées sur l'importance que revêt un attachement sans réserve aux grandes qualités dont font preuve les cadres et le personnel de l'Organisation des Nations Unies dans l'accomplissement de leurs fonctions. Les amendements au Règlement et Statut du personnel qui viennent d'être approuvés, fixent les normes du comportement approprié que l'on exige de la part des personnes qui assument des responsabilités au sein de l'Organisation. Ce sont des normes de conduite éthique et professionnelle qui sont conformes aux responsabilités qu'exige l'exécution des tâches, et elles ont pour but d'éviter des conflits d'intérêt, réels ou apparents. Il ne faut pas enfreindre ces normes. Nous espérons que ces éclaircissements en ce qui concerne les droits et obligations seront bien accueillis par les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies.

Les principes d'intégrité, de compétence et de travail sont consacrés dans l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. Le texte révisé du Règlement et Statut du personnel servira à donner plus d'effet à ces principes. Le Secrétaire général a souvent souligné que le personnel des Nations Unies constitue la ressource la plus importante de l'Organisation. Nous sommes d'accord sur ce point, et nous continuerons d'apprécier comme il convient le professionnalisme, et, tout aussi important, la loyauté envers le Secrétaire général dont fait preuve ce personnel dévoué et consciencieux.

M. Sulaiman (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation voudrait simplement appeler l'attention du Secrétariat sur une erreur de traduction qui s'est glissée dans le paragraphe f) du projet de résolution A/C.5/52/L.59 que contient le rapport du Rapporteur paru sous la cote A/52/955/Add.1, où l'on parle dans la version arabe de «statut financier» alors qu'il faudrait parler de «situation financière». Nous avons auparavant demandé que cette erreur soit corrigée, ce qui n'a pas encore été fait.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le représentant de la Syrie d'avoir appelé l'attention du Secrétariat sur la traduction de ce document. Sa déclaration sera prise en compte lors de l'élaboration du document final.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale a ainsi achevé l'examen des points 114, 153 et 157 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 118 de l'ordre du jour (suite)

Corps commun d'inspection

Rapport de la Cinquième Commission (Troisième partie) (A/52/842/Add.2)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la troisième partie de son rapport.

Le projet de décision a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite en faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen du point 118 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 57 de l'ordre du jour

La situation au Burundi

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session. Vu que l'Assemblée devra examiner lors de sa cinquante-troisième session une demande du Burundi figurant dans le document A/53/290 tendant à supprimer ce point de l'ordre du jour de la cinquante-troisième session, puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 57 de l'ordre du jour pour cette session.

Il en est ainsi décidé.

Point 61 de l'ordre du jour

Question de Chypre

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session mais qu'elle avait remis à plus tard toute décision sur le moment approprié où cette question pourrait être examinée durant la session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-troisième session. Puis-je donc considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inclure dans le projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 61 de l'ordre du jour.

Point 117 de l'ordre du jour

Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-troisième session.

Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inclure au projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 117 de l'ordre du jour.

Point 128 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée

avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-troisième session.

Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inclure au projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 128 de l'ordre du jour.

Point 134 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-troisième session.

Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inclure au projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 134 de l'ordre du jour.

Point 154 de l'ordre du jour

Financement du Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 19 septembre 1997 l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-troisième session. Puis-je donc considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inclure au projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 154 de l'ordre du jour.

Point 162 de l'ordre du jour

Élection de juges du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire des États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que le 2 juin 1998, l'Assemblée avait décidé d'inclure ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Les membres savent également que le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de présenter à l'Assemblée lors de sa cinquante-deuxième session les candidatures aux postes de juges du Tribunal international pour le Rwanda conformément à l'article 12 des Statuts du Tribunal.

Compte tenu de ce fait et également du fait que ce point a déjà été inclus dans l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session, puis-je considérer que l'Assemblée en a terminé avec l'examen du point 162 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 163 de l'ordre du jour

Élection de juges du Tribunal criminel international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que, le 2 juin 1998, l'Assemblée avait décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente session.

Les membres se souviendront également que dans sa lettre en date du 27 août 1998 qui m'était adressée, document A/52/1023, le Président du Conseil de sécurité transmettait le texte de la résolution 1191 (1998) adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité à sa 3919e séance, tenue le 27 août 1998, qui transmettait notamment les neuf candidatures aux postes de juge au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, conformément à l'article 13 d) du Statut du Tribunal international.

Vu que les États Membres n'étaient pas en mesure d'examiner les neuf candidatures pour permettre à l'Assemblée générale d'élire les trois juges additionnels à sa cinquante-deuxième session, puis-je considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de cette question et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquante-troisième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ainsi s'achève l'examen du point 163 de l'ordre du jour.

Points de l'ordre du jour restant à l'examen de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je tiens à rappeler aux délégations que les points ci-après de l'ordre du jour, sur lesquels l'Assemblée générale s'est déjà prononcée lors des séances précédentes, restent toujours à l'examen de l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session : points 10, 11, 16, 20, 36, 37, 43 à 45, 47, 104, 112, 113, 115, 116, 119 à 127, 129 à 133, 135 à 143, 159 et 161.

Comme les membres le savent, ces points sont inscrits à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session, à l'exception du point 115 intitulé «Budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen de ces points à la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Déclaration de clôture du Président

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous sommes sur le point de conclure la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, après une année de dur labeur, de discussions intenses, de grandes décisions et parfois d'«indécisions» prudentes.

La session s'est déroulée dans un contexte de transformations internationales complexes, où des tendances positives et des évolutions prometteuses ont été souvent assombries par de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales et par des troubles sociaux et économiques alarmants. D'une part, les relations internationales ont continué de bénéficier de la fin de la guerre froide et de l'effondrement du système bipolaire. Mais d'autre part, l'an passé a prouvé que la fin d'une ère et l'avènement d'un nouveau millénaire ne mettaient pas automatiquement fin aux conflits et à l'adversité. Au moment où nous délibérons dans cette salle, de nouvelles crises, anthropiques ou naturelles ont éclaté, tout comme d'anciens conflits et problèmes ont continué, imposant à cette Organisation des tâches et des défis nouveaux et complexes.

Une illustration convaincante de l'importance de cet organe représentatif de l'Organisation des Nations Unies est qu'au cours de sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale a examiné avec dévouement, détermination et créativité une liste imposante de questions très importantes pour l'ensemble de la communauté internationale. Tout au long de cette session, l'Assemblée générale a examiné un total de 163 points, tenu 92 séances plénières et 22 réunions de consultations informelles à composition non limitée. L'Assemblée a adopté 298 résolutions et 146 décisions. Sans chercher à donner une analyse exhaustive des résultats de ses travaux, je voudrais très brièvement souligner certaines des questions qui ont été particulièrement importantes au cours de cette session.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, l'Assemblée générale a fait un grand pas en avant en adoptant une résolution sur la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Dans une décision visant à encourager plus avant le régime de non-prolifération nucléaire, l'Assemblée a adopté par consensus une résolution appuyant l'initiative concernant la création d'une autre zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. L'importance de cette mesure est encore plus évidente à la lumière des derniers essais nucléaires qui ont eu lieu dans la partie australe de l'Asie.

Au cours de l'année écoulée, les activités de maintien de la paix des Nations Unies ont été en permanence examinées à l'Assemblée et dans ses organes pertinents, qui ont continué de traiter globalement de leurs divers aspects et des problèmes aigus qui vont du financement des opérations de maintien de la paix au personnel fourni à titre gracieux.

Vu que l'année 1998 marque le cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, il convient de noter que cette session a également apporté une grande contribution aux préparatifs de la prochaine réunion de commémoration de cette occasion solennelle, qui se tiendra le 6 octobre. Je pense tout particulièrement à l'élaboration de la déclaration qui rendra hommage à ceux qui ont servi dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et qui sera adoptée à cette occasion. Je suis fier que l'initiative concernant l'adoption de ce document revienne à mon pays, l'Ukraine.

La préoccupation que suscite en permanence à l'Assemblée la situation au Moyen-Orient ressort de la reprise des réunions de sa dixième session extraordinaire d'urgence, qui mettent une fois de plus en relief les questions de colonies de peuplement, des droits du peuple palestinien et du respect du droit international humanitaire.

Un autre exemple de l'importance immédiate du travail de cette session a été l'adoption par l'Assemblée de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. La nécessité d'une action internationale urgente est soulignée par la dernière série d'actes terroristes au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud.

Dans la lutte contre le fléau que représentent les crimes contre l'humanité, la mise en place d'une cour criminelle internationale pose un jalon historique dans l'établissement de la primauté du droit en tant que règle à suivre sur l'ensemble de la planète. C'est le fruit de plus de deux années de travaux intensifs menés aux Nations Unies et de plus de 50 ans d'efforts sporadiques qui ont été déployés en vue de créer une telle institution. Il y a quelques jours, ce qui constitue une première pour une cour internationale, quelle qu'elle soit, le Tribunal criminel international pour le Rwanda a prononcé un jugement sur le crime de génocide.

Ces deux événements illustrent la volonté de la communauté internationale d'agir sans retard sur cette question vitale, ainsi que la capacité de l'Organisation des Nations Unies de créer des mécanismes efficaces en vue de mettre en place un système juridique international viable et de promouvoir plus avant les droits de l'homme universels. À

cet égard, je me dois de mentionner la décision prise à cette session réaffirmant l'importance du prochain cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La commémoration de ce document historique sera, sans aucun doute, l'un des événements marquants de la prochaine session.

Il s'agit là, de toute évidence, d'exemples de signes encourageants de coopération internationale pour traiter des problèmes globaux. Un autre exemple frappant de cette méthode d'approche a été la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, tenue au cours de la session actuelle de l'Assemblée. En adoptant par consensus trois documents fondamentaux, les États Membres ont fixé des objectifs ambitieux mais clairs en vue d'une action concertée et ont approuvé une stratégie bien élaborée qui comprend un ensemble de mesures et d'objectifs devant être réalisés dans le cadre d'un calendrier préétabli.

Le défi que pose l'élaboration d'un développement économique et social sain est demeuré un aspect important des travaux de la cinquante-deuxième session. Afin d'examiner et d'évaluer la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'Assemblée a décidé de convoquer l'an prochain une session extraordinaire du plus haut niveau. Résultant directement d'une autre décision de cette session, un dialogue de haut niveau sur la portée économique et sociale et les incidences politiques de la mondialisation et de l'interdépendance sera noué au début de la prochaine session, ce qui souligne l'importance déterminante accordée par l'Organisation des Nations Unies à cette question. Une fois de plus, la pertinence de ces décisions a été marquée par la crise financière en Asie dont les répercussions se sont fait sentir très profondément dans le monde entier et qui ont secoué des marchés aussi éloignés que la Russie et les États-Unis.

Au cours de la session actuelle de l'Assemblée générale, une grande importance a été accordée aux problèmes de l'Afrique. Le Conseil de sécurité a tenu deux réunions consacrées à la situation dans cette partie du monde. Des problèmes persistent qui continuent d'avoir un effet négatif dans de nombreux pays du continent, notamment dans les pays les plus pauvres du monde.

J'espère que l'Assemblée générale et les autres organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies continueront d'accorder une attention suffisante aux problèmes de l'Afrique et de faciliter son évolution grâce à la création de conditions propres à lui faciliter pacifiquement un dévelop-

pement économique et social. À cet égard, je me félicite de l'élection de Nelson Mandela, Président de l'Afrique du Sud, à la présidence du Mouvement des pays non alignés. Ceci contribuera sans doute grandement au règlement des problèmes mondiaux, en particulier des problèmes africains.

Si on ne devait retenir qu'un seul thème qui distingue cette session des précédentes, ce serait celui de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies. Après que le Secrétaire général, Kofi Annan, a présenté son ensemble de mesures et de propositions de grande portée devant l'Assemblée générale, les questions liées à la réforme de l'Organisation mondiale ont prévalu au cours de cette session. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au Secrétaire général pour son attachement indéfectible à la cause de la réforme et pour sa volonté de coopérer étroitement avec l'Assemblée lors de l'examen de cette question vitale.

Faisant suite à cette pensée novatrice, une nouvelle forme de délibérations — des consultations informelles ouvertes à tous en plénière — a été mise en place, ce qui permet aux délégations de participer aux discussions sur la question importante de la réforme de l'Organisation des Nations Unies et de contribuer activement au résultat final. Je pense que cette manière de travailler a donné la preuve de son efficacité et qu'elle pourrait être maintenue au cours d'autres délibérations sur les questions de réforme lors de la cinquante-troisième session. À la suite de consultations informelles intensives en plénière ainsi que d'un certain nombre de consultations officielles menées à bien par mon bureau, et avec l'aide des Amis du Président, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions qui non seulement ont prouvé que le processus de réforme était très clairement sur la bonne voie, mais qui ont également suscité partout l'espoir que l'esprit de consensus saurait nous guider vers de nouveaux progrès à ce stade.

Force est toutefois de reconnaître que la réalité est tout autre. Bien que les propositions du Secrétaire général aient été bien accueillies par l'ensemble des Membres, au terme de près de neuf mois de nouvelles consultations intensives, qui ont exigé un temps énorme de même que des efforts intenses et un recours important au Service de conférence, nous n'avons pu aboutir qu'à la décision de renvoyer une grande partie de notre travail pour un examen complémentaire à la cinquante-troisième session.

Il est particulièrement regrettable que ces retards concernent non seulement les propositions à long terme mais également les recommandations du Secrétaire général sur des mesures urgentes et vitales dans les domaines admi-

nistratif et budgétaire. Certains allégueront peut-être que ces délais étaient inévitables en raison de la complexité ou de l'aspect déconcertant des questions présentées à l'Assemblée générale, et du fait que le temps imparti pour les régler était insuffisant. J'estime, cependant, que ce serait là une excuse peu convaincante qui méconnaîtrait le fait que tout progrès sensible vers des décisions importantes était contrarié par la méfiance et la suspicion qui continuent d'exister parmi les États Membres, ainsi que par notre incapacité à aller au-delà des positions étroites adoptées par des délégations et des groupes dans l'effort à consentir pour parvenir à un objectif commun. Cela a été une de mes plus grandes déceptions, que j'estime devoir partager avec les membres de l'Assemblée.

Les futures délibérations sur les questions de réforme serviront de test décisif pour jauger la volonté politique des membres d'aller de l'avant en direction d'un véritable renouveau pour l'Organisation et indiqueront la mesure dans laquelle les États Membres sont prêts à rechercher des compromis mutuellement acceptables dans l'esprit véritable du consensus qui s'est dégagé au cours de la plus grande partie de la cinquante-deuxième session. Il en va de même du travail du Groupe de travail à composition non limitée sur la réforme du Conseil de sécurité.

Il a été dit à juste titre que toute réforme de l'Organisation des Nations Unies serait incomplète sans la réforme de son principal organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationale : le Conseil de sécurité. Au cours du débat général de cette session, près de 160 orateurs, y compris de nombreux chefs d'État et de gouvernement, ont soulevé cette question dans leur déclaration mais, une fois de plus, malgré les appels éloquentes au changement, aucun progrès tangible n'a été enregistré qui aurait permis de passer de la parole à l'acte. Après 65 longues réunions menées par le Groupe de travail, l'organe chargé de préparer un projet pour transformer le Conseil a été incapable, une fois de plus, de présenter une recommandation concertée sur l'une quelconque des questions de fond liées à la réforme du Conseil de sécurité.

Même si des progrès ont été accomplis dans certains domaines, un grand nombre de pierres d'achoppement ont empêché le Groupe de mener à bien son mandat. Parmi les problèmes les plus difficiles à résoudre, il faut citer celui qui consiste à trouver un chiffre magique permettant d'accroître le caractère représentatif du Conseil sans entraver son efficacité. Outre la question du nombre total de membres d'un Conseil élargi, il existe également une controverse sur la création de nouveaux sièges permanents et sur les moyens d'assurer un roulement pour pourvoir ces sièges,

ainsi que, bien entendu, sur le lourd problème du droit de veto des membres actuels et d'éventuels nouveaux membres permanents.

Vu le caractère fondamental de ces divergences, la réforme du Conseil de sécurité est probablement l'une des questions les plus difficiles auxquelles l'ONU a dû faire face au cours de son histoire. De toute évidence, sa solution nécessite beaucoup plus que des qualités de négociateur ou, en tout cas, qu'une baguette magique. Il faudra une volonté politique et du courage de la part des États souverains pour avancer vers un Conseil de sécurité renouvelé mieux à même de refléter les réalités du nouveau siècle et de servir plus efficacement l'ensemble de la communauté internationale.

N'oublions pas non plus que quelles que soient les réformes ambitieuses qui pourraient être envisagées, l'ONU ne peut fonctionner de manière efficace que si elle dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien ses fonctions. Les contributions annuelles des États Membres restent la seule source de financement du budget ordinaire de l'ONU, rien ne peut être fait pour surmonter la crise financière si les États Membres ne remplissent pas, intégralement et sans conditions préalables, les obligations qu'ils ont contractées en vertu de la Charte des Nations Unies.

Aucun résultat décisif n'a été obtenu dans un autre organe spécial de l'Assemblée, le Groupe de travail sur l'Agenda pour la paix. De longues consultations sur la partie restante du mandat du Groupe m'ont convaincu qu'un certain nombre de grandes divergences subsistent dans les positions des États Membres, en particulier s'agissant du problème à résoudre pour concilier le principe de souveraineté nationale avec la possibilité de prendre une mesure préventive opportune sans l'assentiment préalable du gouvernement concerné. Un autre domaine de controverse est la consolidation de la paix après un conflit. Le point le plus épineux a porté sur un rôle clef à donner dans ce domaine à l'Assemblée générale. À ce stade, la recommandation que je fais à mon successeur est de poursuivre les consultations sur la question au cours de la cinquante-troisième session de l'Assemblée.

Les délégués ont sans doute pu constater que dans mes conclusions je me suis étendu sur la question des tâches non terminées et des décisions renvoyées. Sans aucun doute, la cinquante-deuxième session peut se targuer d'importantes réalisations dans de nombreux domaines importants, mais je pensais qu'une certaine autocritique serait beaucoup plus salubre qu'une tendance à l'autosatisfaction.

Au dernier jour de ma présidence de cette tribune, je voudrais également saisir l'occasion pour me féliciter de la tendance continue vers le renforcement du rôle de la présidence de l'Assemblée générale. Comme suite de la résolution 51/241, certaines mesures d'ordre pratique ont déjà été mises en place à cette fin.

Pour ma part, en tant que Président de l'Assemblée générale, j'ai essayé de diriger et d'organiser nos travaux de telle sorte que nos débats sur les questions qui revêtent une importance cruciale pour l'Organisation soient plus rapides et plus efficaces. Conformément aux recommandations de l'Assemblée, j'ai mis tout en oeuvre pour améliorer la coordination avec les présidents des autres grands organes des Nations Unies, notamment avec les Présidents du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, avec lesquels j'ai eu des consultations régulières tout au long de la session.

Personnellement, je voudrais dire que le fait de présider cette session a été une expérience extrêmement satisfaisante mais difficile. Après de longues heures de consultations et de négociations intenses — et parfois tendues — et un travail pas moins ardu pour régler toute une série de questions d'organisation et de procédure, je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui considéreraient le poste de Président de l'Assemblée générale comme un poste essentiellement honorifique.

Tout au long de l'année j'ai également dû partager mes fonctions de Président de l'Assemblée générale avec celles de Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine et de Président du Comité des droits de l'homme du Parlement ukrainien. Tout cela a nécessité de ma part de grands efforts physiques, psychologiques et intellectuels et j'espère sincèrement que cette multiplicité de responsabilités n'a pas nui à l'efficacité de mon travail en tant que Président de l'Assemblée générale.

Vu que je vais me consacrer à l'activité parlementaire, je suis triste de dire que c'est sans doute ma dernière session de l'Assemblée générale. En même temps, je suis fier d'avoir participé à la diplomatie multilatérale pendant plus de 40 ans. Chacune de ces années, et notamment celle de ma présidence, m'a montré l'importance sans cesse croissante du système des Nations Unies dans le monde contemporain et dans les années à venir. À la fin de ma longue carrière diplomatique, je suis convaincu que les États Membres de l'Organisation universelle doivent tout mettre en oeuvre pour préserver et renforcer l'ensemble du mécanisme des Nations Unies sous tous ses aspects et dans toute sa diversité.

Je suis également fermement convaincu que grâce à sa composition actuelle, l'ONU peut accomplir ce que la Commission qui a travaillé pour établir cette Organisation mondiale après la Conférence de San Francisco de 1945 a dit dans son rapport final : pour être totalement efficace l'Organisation des Nations Unies doit frapper l'imagination du monde. C'était vrai à cette époque et ça l'est encore aujourd'hui alors que nous aspirons à une nouvelle Organisation des Nations Unies revitalisée.

Avant de clore la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance à toutes les délégations pour leur assistance, leur coopération et leur travail actif au cours de ces mois.

Je voudrais également adresser tout particulièrement mes remerciements au Secrétaire général Kofi Annan, dont j'ai bénéficié de la coopération étroite au cours de toute la période de 12 mois de nos travaux. Depuis sa nomination, nous avons été témoins du rôle accru joué par l'ONU dans les affaires mondiales. Son dévouement et ses efforts inlassables pour rendre cette Organisation plus forte et mieux à même de relever les défis complexes d'un nouveau millénaire méritent toute notre reconnaissance et tout notre appui.

Je voudrais également remercier tous les Vice-Présidents de l'Assemblée et tous les Présidents, Vice-Présidents et Rapporteurs des grandes commissions pour leur excellente contribution à nos réalisations communes. Une participation plus active et plus régulière des Présidents par intérim de l'Assemblée générale leur a permis d'avoir un

contact plus étroit avec les activités de l'Assemblée et d'assurer son meilleur fonctionnement tout au long de l'année.

Je voudrais enfin remercier le Secrétariat des Nations Unies, notamment le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence et sa branche organique de l'Assemblée générale, et je voudrais personnellement remercier tous les interprètes, traducteurs et les personnels des services de conférences, ainsi que les personnels de sécurité, qui souvent passent inaperçus mais sans lesquels un bon fonctionnement de la session aurait été impossible.

Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

Le Président (*interprétation de l'anglais*): La cinquante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale touche à sa fin. J'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence ou de méditation.

Clôture de la cinquante-deuxième session

Le Président (*interprétation de l'anglais*): Je déclare close la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à midi.